



Manifestation le Samedi 17 janvier pour défendre l'Education. Grève et manifestation le 29 janvier avec l'ensemble des salariés.

Un premier recul

La manifestation nationale du 19 octobre, la grève massive du 20 novembre, les actions conjointes enseignants-parents dans les premier et second degrés, la mobilisation grandissante des lycéens avec les personnels en décembre ont finalement contraint le ministre Xavier Darcos à un premier recul. Lui qui n'était pas le « ministre de l'hésitation » a dû suspendre la réforme du lycée prévue pour septembre 2009.

Ce qui est prévu pour 2009 dans l'enseignement professionnel.

Dans l'enseignement professionnel, la rentrée 2009 se prépare dans la perspective d'une suppression totale des sections BEP (sauf pour 4 spécialités, provisoirement) et de la généralisation des baccalauréats professionnels en 3 ans. Tout cela se fait dans une précipitation insensée. Au niveau national, les réunions des instances consultatives, CSE (Conseil Supérieur de l'Education) et CIC (Comité Interprofessionnel Consultatif) se succèdent, elles se sont prononcées contre certains

textes ou une partie des textes réglementaires (grilles horaires).

Au niveau des académies, les recteurs veulent imposer, à travers les CTPA (Comité Techniques Paritaires Académiques), les suppressions des sections BEP. Mais elles ne sont pas automatiquement remplacées par des Bac Pro 3 ans. Parfois on crée, à la place, des sections de CAP, voire aucune section, lorsqu'il est prévu des regroupements sur d'autres établissements.

Une logique : les suppressions de postes

La logique, que nous dénonçons il y a un an, est aujourd'hui limpide. Pour beaucoup de collègues : cette « contre réforme » n'a pas pour but d'améliorer la qualité ou l'attractivité de la voie professionnelle. Elle a pour but de diminuer le coût de formation en supprimant plus de 12000 emplois dans l'enseignement professionnel. La réduction

du parcours, de 4 à 3 ans ou à 2 ans pour ceux qui n'auront qu'une perspective de CAP, a été décidée dans ce but. Pour atteindre l'objectif de suppressions de 13500 postes en 2009, Darcos compte bien en « récupérer », dès cette rentrée, plusieurs milliers parmi les PLP.

Une pédagogie dépréciée

La méthode importe peu. Il serait prêt à imposer un programme de première à des élèves qui n'ont pas fait celui de seconde (affligeant d'un point de vue pédagogique), à mettre dans une même classe des élèves venant de seconde « expérimentale » bac pro 3ans, des élèves sortant d'une terminale BEP avec le diplôme, des élèves ayant un CAP. Bonjour la gestion de classe... Il prétend qu'avec parfois 35 % de cours en moins (dans les spécialités professionnelles

par exemple) le niveau de formation sera identique, voire meilleur qu'avant ! Mais comme il n'est pas dupe de son propre discours, il met en place une épreuve de contrôle pour le bac pro, épreuve de rattrapage dont l'organisation n'a rien à voir avec celle des filières techno ou générale. Un oral de 20 minutes va permettre d'afficher des taux de réussite « acceptables » pour le ministre !

Des diplômes dépréciés.

Pour ce qui est de la valeur du diplôme, de sa reconnaissance nationale, ce n'est pas vraiment la préoccupation du ministre. Les grilles horaires (en forte diminution) prévoient que chaque établissement choisisse la répartition entre des disciplines pour 152 heures (français, langue vivante, maths, sciences, arts), de même pour les dédoublements à travers les volumes

d'heures complémentaires. Il n'y a plus de référence commune en temps de formation, de conditions identiques d'enseignement. Si l'on rajoute à cela l'organisation du BEP et du Bac Pro en CCF, que restera-t-il de la valeur nationale des diplômes de l'enseignement professionnel et de leur reconnaissance ?

Il faut empêcher le passage en force de cette réforme

Il faut stopper Darcos, il faut empêcher le passage en force de cette réforme. Les récentes mobilisations des personnels et des lycéens, avec les parents, montrent qu'il est possible de faire plier ce ministre. Partout nous devons être à l'initiative pour expliquer les conséquences de telles mesures pour la voie professionnelle, pour proposer des actions au niveau de l'établissement, au niveau académique comme au niveau national.

Des manifestations unitaires, le samedi 17 janvier, pour l'Education sont prévues dans toute la France. La grève générale interprofessionnelle, à l'appel de toutes les confédérations, le jeudi 29 janvier doit être une grande démonstration de force des salariés contre la politique gouvernementale.

Le mois de janvier sera « chaud » comme le scandaient des milliers de lycéens le 18 décembre !



Réunissons-nous dans les établissements, Quelle organisation pédagogique est prévue pour septembre ? Dans chaque établissement, il faut estimer le nombre de postes qui risquent, à terme, d'être supprimés.

La CGT Educ'action met à disposition sur son site tous les décrets et arrêtés concernant la réforme de l'enseignement professionnel.

Pour être au fait de l'actualité sociale, vous pouvez consulter les sites de :

- La CGT : www.cgt.fr, notamment la lettre d'information du site
- La FERC : www.ferc.cgt.fr
- L'UNSEN-CGT : www.unsen.cgt.fr



Tract 07/01/2009

A remettre à un militant CGT ou à renvoyer à l'adresse ci-dessous

Je souhaite :

prendre contact

me syndiquer

Nom (Mme, Melle, M.) Prénom

Adresse personnelle

Code postal Ville.....

Tél..... e-mail.....

Grade ou corps..... Discipline :

Etablissement.....

Code postal Ville.....

UNSEN-CGT 263, rue de Paris – Case 549 – 93515 Montreuil Cedex - Métro : Porte de Montreuil - Tél. : 01.48.18.81.47
Télécopie : 01.49.88.07.43 – e-mail : unsen@ferc.cgt.fr - Internet : <http://www.unsen.cgt.fr>